

# Cahier des Clauses Particulières

**Fourniture, installation et maintenance de bornes de chargement électrique pour poids lourds et véhicules légers au port de Bruay-sur-l'Escaut/Saint-Saulve**

Référence du marché : CCIR-SMIXTE-2024-93

Marché public de fournitures (objet principal) avec travaux associés

ARTICLE 1.	INTERVENANTS .....	3
ARTICLE 2.	OBJET DU CONTRAT.....	4
ARTICLE 4.	pieces contractuelles .....	7
ARTICLE 6.	DUREE CONTRACTUELLE ET DELAIS D’EXECUTION .....	8
ARTICLE 7.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	9
ARTICLE 8.	CONDITIONS DE PAIEMENT .....	11
ARTICLE 9.	MODALITES D’EXECUTION DES TRAVAUX .....	15
ARTICLE 10.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	17
ARTICLE 11.	CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	19
ARTICLE 12.	PENALITES.....	20
ARTICLE 13.	RESILIATION, SANCTIONS et FIN DU CONTRAT .....	22
ARTICLE 14.	NORMES EN VIGUEUR ET TRAITEMENT RGPD .....	23
ARTICLE 15.	DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	24

## PREAMBULE

---

Il est fait application du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (FCS) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation.

Uniquement pour les travaux d'installation des bornes, le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de Travaux dans sa version en vigueur s'applique.

Lorsqu'il est fait mention d'un CCAG, sans autre spécification, le CCAG FCS s'applique.

## ARTICLE 1. INTERVENANTS

---

### 1.1. Représentation de l'acheteur

Le Syndicat Mixte Docks Seine Nord Europe / Escaut  
3 avenue Sénateur Girard – 59300 VALENCIENNES  
SIRET : 200 032 118 000 16

Le représentant légal de l'entité adjudicatrice est Monsieur le Président du Syndicat Mixte Docks Seine Nord Europe / Escaut.

Le/les interlocuteurs techniques de l'acheteur sont désignés au titulaire dès la notification du marché public (nom, prénom, n° téléphone, adresse et adresse électronique valide). Ce/ces interlocuteurs réceptionnent les demandes du titulaire et suivent l'exécution des prestations. Ces échanges ne sont pas contractuels. Si ces interlocuteurs changent, le représentant de l'acheteur en avertit immédiatement le titulaire.

### 1.2. Représentation du titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG, le titulaire doit désigner à l'acheteur, la personne physique (nom, prénom, n° téléphone, adresse et adresse électronique valide) ayant qualité pour le représenter dès le dépôt de son offre.

En cas de changement de cet interlocuteur unique en cours d'exécution, le titulaire communique le nom, les coordonnées et le curriculum vitae du nouvel interlocuteur sans délai. Ce remplaçant est réputé disposer de compétences au moins équivalentes à l'interlocuteur unique initial. L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié et il encourt également les pénalités prévues au présent CCP.

### 1.3. Sous-traitance

**Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur, à l'exception de la fourniture des bornes de chargement qui ne peut pas être sous-traitée.**

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 joint au dossier de consultation) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement.

Cette déclaration s'accompagne des documents suivants :

- la déclaration du sous-traitant qu'il n'est pas admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L. 631-1 du code de commerce, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou qu'il justifie d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché (dans ce cas, fournir la copie du ou des jugements prononcés à cet effet),
- Une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner à un marché public mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la Commande Publique,

- Une attestation d'assurances « Responsabilité Civile » en vigueur au moment de l'intervention du sous-traitant,
- Un Relevé d'Identité Bancaire ou postal,
- Un justificatif de ses capacités professionnelles, techniques et financières.

Le titulaire devra établir en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-3 du code de la Commande Publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

De plus, dans le cadre d'une sous-traitance indirecte, le sous-traitant qui sous-traite devra justifier auprès du représentant de l'entité adjudicatrice qu'il a fourni à son propre sous-traitant la caution ou donner au représentant de l'entité adjudicatrice la délégation de paiement prévue à l'article L2193-14 du Code de la Commande Publique. Le représentant de l'entité adjudicatrice complètera l'acte spécial avec :

- la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-60 et R2191-61 du Code de la Commande Publique,
- le comptable assignataire des paiements.

Dès signature, le représentant de l'entité adjudicatrice notifie au titulaire et au sous-traitant concerné l'acte constatant l'acceptation de la sous-traitance.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

#### 1.4. Co-traitance

Si le contrat est conclu avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG, en cas de défaillance du mandataire du groupement lors de l'exécution du contrat, les membres du groupement disposent d'un délai de 8 jours à compter de la date de réception de la notification de la mise en demeure de l'acheteur pour désigner un remplaçant à ce dernier. En cas d'acceptation du représentant de l'acheteur, une modification sera établie sur cette base afin de modifier le contrat. Cette modification sera notifiée au nouveau mandataire et aux cotraitants. A défaut, le contrat sera résilié.

## ARTICLE 2. OBJET DU CONTRAT

---

Le présent marché a pour objet l'installation de bornes de chargement électriques pour poids lourds et véhicules légers sur le site du terminal à conteneurs sur le quai public de Bruay-sur-l'Escaut / Saint-Saulve, la fourniture d'un système de supervision associé à ces bornes, et la maintenance de l'installation.

Il est rappelé aux titulaires que les travaux sont réalisés en site occupé et que le maintien et la continuité du service public hébergé constituent une obligation.

## ARTICLE 3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

---

### CONTEXTE

Le Syndicat Mixte Docks Seine Nord Europe / Escaut est l'exploitant de la concession publique du port de Valenciennes, un port de commerce constitué de 6 quais publics le long de l'Escaut à Grand Gabarit dans l'arrondissement de Valenciennes (59).

En tant qu'exploitant du port, le Syndicat Mixte a en charge la gestion des quais et le développement de nouvelles capacités de transbordement dans une logique d'accroissement des trafics fluviaux et de développement du report modal de la route vers le fluvial, plus respectueux de l'environnement.

C'est dans cet objectif que le Syndicat Mixte a aménagé sur le quai public de Bruay-sur-l'Escaut / Saint-Saulve un terminal à conteneurs de grande capacité. Développé en plusieurs phases successives depuis 2013, ce terminal présente aujourd'hui une capacité de manutention de 140 000 EVP (conteneurs Equivalent Vingt Pieds). Chaque année, grâce à cet équipement multimodal, près de 60 000 EVP sont retirés de la route sur le trajet entre les ports maritimes (Anvers, Rotterdam, Dunkerque) et le Valenciennois.

La mise à disposition des conteneurs des usines reste néanmoins opérée par la route, sur des trajets courts, depuis le terminal jusqu'au lieu final de livraison.

Afin de réduire encore les émissions polluantes de cette chaîne de transport multimodale, le Syndicat Mixte souhaite offrir la possibilité aux opérateurs d'organiser les transports routiers finaux en mode électrique.

**Pour ce faire, le Syndicat Mixte souhaite équiper le terminal à conteneurs *Escaut Valenciennes Conteneurs Terminal* de deux bornes de recharge (une prise) pour poids lourds, et d'une borne (deux prises) de chargement pour véhicules légers.**

Cette station de recharge électrique a vocation à être exploitée, comme l'ensemble des installations déjà réalisées sur site, par l'opérateur du terminal à conteneurs, l'EURL Contargo Valenciennes Terminal.

### PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Les installations du terminal à conteneurs se composent d'une zone pour le stockage et la manutention des conteneurs (le parc), d'une zone de réception PL, d'un parking VL, d'une zone d'attente PL et de bureaux. Le plan de site est joint au présent CCP en annexe.

Le site est équipé avec un poste transformateur électrique installé en limite de propriété, entre la zone d'attente PL et le parking VL, avec accès sur la rue du Président Lécuyer.

Ce poste transformateur, propriété du Syndicat Mixte, dispose de deux cellules dont une pour alimenter le portique à conteneurs et une pour qui alimente les bureaux et autres installations du terminal. D'une puissance de 300 kVA, cette cellule dispose **d'une réserve de puissance disponible de l'ordre de 200 à 250 kVA.**

Les véhicules électriques à alimenter sont prioritairement les tracteurs routiers destinés à l'acheminement des conteneurs jusqu'aux lieux de livraison.

Les tracteurs PL seront amenés à faire des livraisons dans un rayon relativement proche du terminal à conteneurs. Leur kilométrage quotidien devrait se situer autour de 400 à 500 km.

**La recharge s'effectuera principalement la nuit sur une plage de 4 à 6 heures. Les rotations permettent de tabler sur des charges complémentaires en journée de 2 x 45 minutes lorsque les chauffeurs font leur pause.**

**Le type de tracteur PL visé est un véhicule disposant de batteries de 600 kWh rechargeables en courant continu.**

Compte tenu de l'organisation de l'exploitation du terminal, la zone d'attente PL est privilégiée pour l'implantation des bornes de recharge PL. Le parking VL étant à proximité, les bornes VL pourront y être installées.

**Les bornes de recharge seront équipées d'une interface informatique permettant d'en superviser le fonctionnement et de suivre les recharges des différents véhicules.** Le prestataire proposera un outil adapté aux besoins convenus avec le Syndicat Mixte.

Le titulaire doit s'engager pour une supervision 24h/24h 7j/7j avec dépannage via Hotline téléphonique.

Le titulaire doit également garantir un accès sécurisé aux bornes de chargement.

Le coût de la communication internet (4G) doit être inclus au titre de la prestation.

**Le prestataire identifiera les aides publiques existantes permettant de financer les installations de bornes de recharge électrique.** Il informera le Syndicat Mixte des programmes identifiés et des conditions d'éligibilité afin d'adapter le cas échéant le projet d'installation.

## DESCRIPTION DU DEROULE DES PRESTATIONS

Dans le cadre de cette opération, la mission que le Syndicat Mixte entend confier au prestataire retenu comprendra trois phases :

1. Fourniture des stations de recharge électrique en fonction des caractéristiques du site et des performances de recharge attendues ;
2. Travaux d'installation et de mise en marche des bornes de recharge ;
3. Maintenance et supervision des bornes de recharge.

### Phase 1 – Fourniture des bornes de chargement

Après validation par le Syndicat Mixte des caractéristiques techniques, le prestataire réalisera la fabrication des bornes de chargement selon les stipulations du contrat et de l'offre retenue. Le titulaire constituera également les approvisionnements en matériel nécessaire pour les travaux d'installation.

### Phase 2 – Travaux d'installation des bornes de chargement

Ces travaux comprendront :

- Le génie civil et réseaux : Notamment les tranchées jusqu'au lieu d'implantation des bornes, fouilles, fourreaux, massif béton, chambre de tirage, enrobés ;
- Les travaux électriques : Raccordement des bornes de recharge ;
- Les travaux de pose des bornes ;
- Tous types de travaux nécessaires au bon fonctionnement des bornes, notamment les raccordements au réseau télécom suivant technologie retenue.
- La remise en état du site (incluant la restauration des espaces verts si ceux-ci ont été impactés) et le nettoyage du chantier à l'issue des travaux.

Le prestataire informera le Syndicat Mixte des dates d'intervention sur site afin que la zone chantier puisse être neutralisée et laissée à la disposition du prestataire. Le chantier sur site ne pourra être programmé plus d'un mois après la réception des matériels par le prestataire.

Le paramétrage des équipements et celui l'outil informatique de supervision seront réalisés par le prestataire.

Afin de permettre la mise en service, le prestataire fera réaliser toutes les opérations de contrôles préalables par un bureau de contrôle compétent. Les rapports de contrôle seront transmis au Syndicat Mixte.

Le titulaire devra réaliser une formation à l'utilisation des bornes et de leur logiciel de supervision auprès des référents de l'acheteur.

### **Phase 3 – Maintenance et supervision**

Le prestataire s'engage sur un plan de maintenance détaillé pour chaque année du marché, pour chaque borne de recharge installée. Cette maintenance se fera selon les modalités de réalisation indiquées dans l'offre du titulaire. Le forfait de maintenance doit comprendre a minima une intervention préventive par an. La date d'intervention pour la maintenance préventive sera fixée d'un commun accord entre les parties. Cette intervention aura lieu au plus tard la veille de la date anniversaire du marché (date de notification du marché).

Outre la maintenance annuelle préventive, le prestataire doit réaliser toutes les opérations de dépannage nécessaires sur l'installation.

En cas de panne empêchant le fonctionnement d'une borne de chargement, le titulaire dispose d'un délai de 12 heures pour rendre à l'acheteur un matériel en état de marche. En cas de dépassement de ce délai, le syndicat mixte pourra appliquer la pénalité fixée à l'article 12.3 du présent CCP.

## **ARTICLE 4. PIECES CONTRACTUELLES**

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Travaux / le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Fournitures Courantes et de Services (FCS) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Les documents conservés dans les archives de l'acheteur font seuls foi.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Les pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire.

## **ARTICLE 5. STRUCTURE ET FORME CONTRACTUELLES**

---

### **5.1 Décomposition de la prestation et forme contractuelle**

La forme retenue pour l'exécution contractuelle est un marché public simple.

Les prestations ne sont pas composées de tranches.

## 5.2 Nature de la prestation

Le marché concerne principalement la fourniture des bornes de chargement et de manière accessoire des travaux de pose et des prestations de maintenance.

## ARTICLE 6. DUREE CONTRACTUELLE ET DELAIS D'EXECUTION

---

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-TX, le titulaire ne peut se prévaloir d'un quelconque préjudice lorsque le début de la période de préparation ou des travaux intervient au-delà d'un délai de six mois après la notification du marché public.

Les délais impartis englobent les travaux nécessaires au respect des règles en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et lieux en fin de travaux.

Ces stipulations ne comprennent pas le délai d'établissement des documents fournis après exécution, ceux-ci font l'objet de l'article 10.5 du présent CCP.

### 6.1 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 48 mois consécutifs à compter de sa date de notification. Les modalités de prolongation éventuelle de la durée du contrat figurent à l'article 9.2 du présent CCP, relatif à la clause de réexamen.

### 6.2 Période de préparation des travaux d'installation

Pour l'ensemble des lots, la durée de la période de préparation est d'un mois, par dérogation à l'article 28.1 CCAG-TX.

La période de préparation est non comprise, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-TX, dans le délai d'exécution des travaux.

La période de préparation démarre à la date de notification du marché public par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-TX.

### 6.3 Délais d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des prestations est fixé à 1 mois maximum à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux émis par le maître d'ouvrage.

### 6.4 Prolongation du délai d'exécution

Le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jour égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels, relevé à la station météorologique de référence, pourra permettre la justification officielle par un organisme agréé du nombre de jours d'intempéries, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG-Travaux, une prolongation du délai de réalisation des travaux peut être accordée par le représentant de l'entité adjudicatrice lorsque l'exécution des travaux ne peut être effectuée dans le délai contractuel pour une cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire. Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation du délai de réalisation, le titulaire doit signaler au représentant de l'entité adjudicatrice, par courriel ou par lettre recommandée avec avis de réception, les causes échappant à sa responsabilité qui font obstacle à l'exécution des travaux dans le délai imparti. Il formule en même temps une demande motivée de prolongation du délai de réalisation des travaux et indique au représentant de l'entité adjudicatrice la durée de la prolongation demandée, si elle est connue.

Le représentant de l'entité adjudicatrice dispose d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de cette demande pour notifier sa décision au titulaire par courrier ou courriel. En l'absence de réponse du représentant de



l'entité adjudicatrice dans ce délai, la demande du titulaire est réputée acceptée pour la durée demandée.

## 6.5 Délais de remise des documents

Dès la réception des ouvrages, le titulaire du présent marché devra remettre en conformité les plans d'exécution, et tout document du en fonction des travaux effectivement exécutés.

## ARTICLE 7. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

---

### 7.1 Nature et contenu des prix

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

1) Les travaux doivent être livrés, exécutés complètement et conformément, en tous points, aux stipulations du marché et aux règles de l'art. Ils doivent satisfaire aux règlements et prescriptions administratifs en vigueur au mois d'établissement des offres, défini à l'article 3.3.2.

2) Le prix du marché est réputé comprendre les dépenses afférentes à la coordination des prestations réalisées par des intervenants différents.

3) Le prix du marché est réputé comprendre les frais inhérents à la couverture du risque de défaillance éventuelle des éventuels sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations prévues au marché.

4) Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1 du CCAG-Travaux. Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement, ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1.2 du CCAG-Travaux.

5) Le prix du marché tient compte des dépenses de chantier mentionnées ci-après :

- Installation d'éclairage, de signalisation et de balisage (à charge du titulaire)
- Base vie prise en charge par la CCI – un local sera mis à disposition par le maître d'ouvrage.

6) En outre le ou les titulaire(s) du marché est (sont) réputé(s) avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments définis à la date du marché et afférents à l'exécution des travaux ; il(s) reconnaît (reconnaissent) avant la remise de son (leur) Acte d'Engagement :

- avoir pris connaissance complète et entière des bâtiments et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- avoir apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre, etc ;
- avoir contrôlé les indications des documents du dossier d'appel d'offres ;
- s'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès de tous services ou autorités compétents.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De surcroît, sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent dans les documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

À tout moment, le travail dans la zone d'activité pourra être stoppé et remis à une date ultérieure sur décision du représentant de l'entité adjudicatrice.

Les travaux faisant l'objet du contrat sont réglés par application d'un prix global et forfaitaire, dont le montant est donné dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et repris à l'acte d'engagement. Il est précisé que les quantités renseignées par le titulaire au sein de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire ne sont pas contractuelles. Ainsi, le titulaire devra réaliser les prestations de travaux sur lesquelles il s'est engagé quelles que soient les quantités à engager et selon le montant global et forfaitaire remis à l'acte d'engagement.

## 7.2 Variation des prix

Les prix de la fourniture des bornes et des travaux d'installation sont fermes et définitifs.

Les prix de la maintenance et de la supervision sont révisables annuellement à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation. Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

Les prix du marché sont réputés avoir été établis à la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire (Mois M0)

Les indices de référence I retenus sont :

I1 : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008

I2 : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Charges seules - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008

Les prix du marché sont révisables à la date anniversaire du marché selon la formule suivante :

$$Pr = Po \times [0,6 (I1m/I10) + 0,4 (I2m/I20)]$$

dans laquelle :

- Pr est le prix révisé,
- Po est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois "zéro" (Mo) et correspondant à la période initiale d'exécution,
- Indice m est le dernier indice connu au moment de la date de révision,
- Indice o est le dernier indice connu au moment de la remise des offres.

Cette révision, qui n'a pas à être constatée par avenant, constitue une fois pour toute, la pièce justificative de toutes les demandes de paiement émises par le titulaire.

En cas de disparition de l'indice ou index choisi et, si un nouvel indice ou index était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, la variation du prix se trouverait de plein droit indexée sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Dans le cas où l'indice choisi ne peut être appliqué du fait de l'absence d'indice ou index de remplacement, les parties conviendraient de lui substituer un indice similaire choisi d'un commun accord par une modification de contrat.

En cas de sujétions imprévues rendant inappropriée l'utilisation exclusive de l'indice de révision initial, les parties conviendraient d'intégrer un indice supplémentaire choisi d'un commun accord par une modification de contrat.

Dans le cas où il conviendrait de faire évoluer la périodicité de la révision en cours d'exécution, le cas échéant, les parties pourront convenir d'une modification de contrat.

### 7.3 Initiative du calcul de la variation des prix

La demande de révision des prix peut émaner du titulaire du marché ou de l'acheteur. La demande doit être formulée par écrit et envoyée à la Direction des Achats par mail à [achat-docks-snee@grandhainaut.cci.fr](mailto:achat-docks-snee@grandhainaut.cci.fr) au moins deux mois avant la date anniversaire du contrat.

La mise à jour des prix doit faire apparaître le détail de chaque étape du calcul et la valeur retenue pour chaque indice ou index.

L'entité adjudicatrice peut soit accepter la demande soit demander au titulaire de revoir sa formule de révision de prix en cas de désaccord. La notification au titulaire se fera soit par courrier soit par mail.

En aucun cas, une révision des prix à la hausse pourra être appliquée sans avoir été préalablement validée par la Direction des Achats. En aucun cas, une révision des prix à la hausse pourra être appliquée sans avoir été préalablement validée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

### 7.4 Frais de coordination

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

### 7.5 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Le marché public est conclu en euros.

## ARTICLE 8. CONDITIONS DE PAIEMENT

---

### 8.1 Délai de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement. En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire.

## 8.2 Régime des paiements

Pour les travaux : Décomptes mensuels

Pour les prestations de maintenance et de supervision : Acomptes annuels

Dans le cas d'une réception avec réserves : Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le représentant de l'entité adjudicatrice ne signe le projet de décompte général qu'après la levée de la dernière des réserves. Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

Le projet de décompte général devenu le décompte général est notifié au titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur avant la plus tardive des dates ci-après :

- 30 jours à compter de la levée de la dernière des réserves
- 30 jours à compter du règlement définitif du nouveau marché

## 8.3 Facturation

La facturation sera effectuée sur le portail Chorus Pro.

a) Chorus Pro permet la transmission des pièces concourant à l'exécution des marchés de travaux en cours et en fin de marché conformément au CCAG travaux.

Plusieurs types d'acteurs interviennent dans le processus de gestion de ces marchés :

- Fournisseurs (titulaire, cotraitant, sous-traitant)
- Ordonnateur destinataire : Maîtrise d'ouvrage (MOA) et/ou service financier

b) Chaque acteur intervenant dans le processus de facturation de chorus-Pro est tenu :

- d'utiliser le cadre de facturation approprié à son rôle et la pièce déposée
- de renseigner le numéro d'engagement communiqué par l'ordonnateur ou le code service (le numéro du marché)
- de se conformer aux principes d'utilisation de chorus pro (cf. documentation disponible en suivant ce lien : <https://chorus-pro.gouv.fr> rubrique Gérer mes factures de travaux

c) en cas d'erreur sur les données d'acheminement (SIRET, code service ou numéro d'engagement) mentionnées sur la facture, les services de l'entité adjudicatrice ou la personne habilitée à cet effet, peut demander au fournisseur la modification de ces données. Celle-ci renvoie sa facture tout en conservant le même numéro.

d) Lorsqu'une ou plusieurs pièces justificatives sont manquantes, les services de l'entité adjudicatrice ou la personne habilitée à cet effet suspend la facture du fournisseur. Ce dernier complète sa demande de paiement avec les pièces jointes et renvoie la facture.

e) Toute erreur constatée sur la facture et ne relevant pas des alinéas précédents entraîne son rejet. La régularisation s'effectue alors par l'émission d'une nouvelle facture.

#### Format des pièces déposées

a) Tout dépôt en mode « initial » ou « association » s'effectue au format PDF généré à partir de la version bureautique du modèle communiqué par le représentant de l'entité adjudicatrice.

b) le dépôt du projet de décompte par le titulaire est accompagné, en pièce jointe, de la version bureautique ayant servi à générer le document au format PDF.

#### Cas d'entreprises groupées

La notion de groupements d'entreprises n'existe pas dans Chorus pro. Sauf exception autorisée par le représentant de l'entité adjudicatrice, il est recommandé un dépôt unique par le mandataire, au sein du même dossier de facturation, de l'ensemble des demandes de paiement des cotraitants, sous la forme d'un projet de décompte consolidant l'ensemble de ces demandes. Les pièces seront déposées selon le format prévue au point ci-dessus.

#### Incident technique

En cas d'incident technique ou d'évolutions de Chorus pro impactant le mode de transmission des pièces, le représentant de l'entité adjudicatrice communiquera aux acteurs intervenant dans le processus de facturation les mesures à observer à titre conservatoire. Sauf modification des présentes clauses, ces mesures resteront en vigueur jusqu'à retour de l'état normal de fonctionnement ou, à défaut, la date contractuelle de fin d'exécution du présent marché.

Sans indication du numéro de commande émis par le syndicat mixte, les factures ne pourront pas être traitées et devront être retournées au titulaire du marché.

### **8.4 Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement est obligatoirement répartie entre les membres du groupement. Par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG, en cas de groupement solidaire, la demande de paiement peut être répartie entre les membres du groupement ; la demande de paiement globale présentée par le mandataire au représentant de l'entité adjudicatrice précise alors le montant ou le % des prestations effectuées par chacun des cotraitants, au regard de la répartition fixée au marché public.

La notion de groupements d'entreprises n'existe pas dans Chorus pro. Chaque membre doit disposer d'une structure et d'un identifiant propres pour pouvoir émettre ses factures. Le mandataire vise la demande pour la transmission vers le représentant de l'entité adjudicatrice.

La signature de la demande de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci du montant à payer à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché public.

### **8.5 Paiement direct des sous-traitants**

Le titulaire peut sous-traiter certaines parties de son contrat, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Il fournit à cet effet un acte spécial dûment complété (formulaire DC4) et produire les éléments suivants pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du contrat :

- les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique,
- un sous-détail des prix comportant les éléments de décomposition de ses prix le cas échéant,
- une attestation d'assurances comme indiquée à l'article "Assurance" du présent cahier en vigueur au moment de l'intervention du sous-traitant le cas échéant,
- un relevé d'identité bancaire ou BIC ou IBAN,
- les documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée à engager le sous-traitant,
- les capacités professionnelles du sous-traitant le cas échéant,
- tous justifications permettant de vérifier que le sous-traitant s'est acquitté de ses obligations mentionnées aux articles L8222-1 et L8222-4 du code du travail.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellé au nom de l'acheteur au Titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant direct adressera sa demande de paiement sur Chorus Pro, conformément aux articles L2192-1 et suivants, D2192-1 et suivants, R2192-3 et suivants du Code de la Commande Publique, sur le « portail public de facturation » (CHORUS PRO), à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'entité adjudicatrice ou à la personne désignée par lui dans le marché public.

## 8.6 Avance

Par dérogation à l'article 10 du CCAG-Travaux, le taux de l'avance est fixé à 15% pour toutes les entreprises, quel que soit leur statut.

Si le Titulaire ne la refuse pas dans l'acte d'engagement, une avance lui sera versée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-12 du Code de la Commande Publique. Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le paiement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai de 30 jours compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations.

Le remboursement de l'avance est effectué sur les sommes dues au titulaire dès la 1ère demande de paiement.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R 2193-17 à R 2193-21 du Code de la Commande Publique. Le sous-traitant joint à sa demande de paiement à l'entité adjudicatrice une déclaration du titulaire indiquant le montant des prestations qu'il doit exécuter au cours des 12 mois suivant la date de commencement des prestations.

## ARTICLE 9. MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX

---

### 9.1 Réunion de préparation

Une réunion de préparation d'une durée d'une heure entre le représentant de l'acheteur et le titulaire aura lieu après la notification du marché public afin de préparer l'exécution des travaux. La réunion de préparation est comprise dans les prix de la DPGF.

### 9.2 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur prévoit dans le cadre du présent contrat, la clause de réexamen suivante :

#### **Modification ou ajout de la clause de révision de prix :**

En cours d'exécution, si la formule de révision des prix du marché, convenue initialement se révèle être inadaptée ou ne permet pas d'opérer la compensation nécessaire, les modifications suivantes pourront être apportées par voie d'avenant :

- le ou les indice.s fixé.s initialement pourront être adaptés
- un ou des indices supplémentaires pourront être ajoutés
- la périodicité des révisions pourra être revue
- toute formule inapplicable pour cause d'erreur matérielle pourra être modifiée pour devenir applicable.

De même, une clause de révision des prix pourra être intégrée, si celle-ci n'était pas prévue initialement.

#### **Circonstances imprévisibles :**

##### A - Evolution des prix du marché :

En cas de survenance de circonstances imprévisibles occasionnant des difficultés d'exécution en matière financière, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer les dispositions suivantes :

Le titulaire doit fournir tout document suffisamment probant attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés (indices INSEE, cours de matières premières, etc. il peut à ce titre fournir une comptabilité analytique détaillant la structure de ses prix) en cas de hausse brutale des cours de certaines matières premières rendant son offre initiale économiquement intenable.

Parmi ces justificatifs, figure obligatoirement la preuve que le titulaire a fait preuve de diligence lors de la commande du matériau concerné dans des délais compatibles avec le respect des délais d'exécution contractuels.

Au regard de ces éléments et justificatifs fournis, et sous réserve de leur complétude, un avenant de révision exceptionnelle d'une durée trimestrielle, semestrielle ou annuelle selon le cas de figure sera conclu afin d'intégrer les tarifs révisés du titulaire. Etant précisé que l'avenant intervient dans un délai 30 jours maximum à compter de la date de réception des justificatifs, pouvant se prouver par tous moyens.

A l'issue de la durée fixée par l'avenant, les prix antérieurs à l'avenant s'appliquent de nouveau.

Si par le biais de l'avenant, le titulaire bénéficie d'un trop perçu, un nouvel avenant viendra formaliser la somme à restituer à l'acheteur.

##### B - Prolongation de la durée / Exonération ou modération des pénalités

En cas d'évènements particuliers, cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra décider de prolonger le(s) délai(s) d'exécution et / ou de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions suivantes :

Dans un délai de quinze jours calendaires au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire fournit à l'acheteur, par courriel avec demande d'avis de réception ou par tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un document démontrant les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée.

Pour l'exonération ou la modération des pénalités, il indiquera le montant qu'il souhaite voir appliqué.

Cela n'est envisageable que pour les bons de commande, les prestations en cours d'exécution.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

#### C - Ajout de prestations liées à des circonstances imprévisibles

Dans le cadre d'évènements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant, un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués ou si ces mesures engendrent un nouveau prix.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour évènements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

#### En cas de défaillance du mandataire du groupement titulaire lors de l'exécution contractuelle :

Les membres du groupement disposent d'un délai de huit (8) jours à compter de la date de réception de la notification de la mise en demeure envoyée par le représentant de l'entité adjudicatrice pour désigner un remplaçant à ce dernier. En cas d'acceptation du représentant de l'entité adjudicatrice, un acte modificatif sera passé sur cette base afin de modifier le marché public. Cette modification sera notifiée au nouveau mandataire et aux cotraitants. A défaut, le marché public sera résilié.

### 9.3 Provenance des matériaux et produits

Conformément à l'article 21.1 du CCAG Travaux, le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le contrat.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition de l'acheteur les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre

### 9.4 Réduction des nuisances

Le titulaire est tenu d'éviter ou de limiter toutes nuisances et autres impacts négatifs liés aux prestations du contrat, notamment celles générées envers les riverains.

Le titulaire met tout en œuvre pour réduire les nuisances acoustiques des engins et matériels, les nuisances olfactives



et les productions de poussières et fumées. Le titulaire respecte le plan de gestion de déchets et est informé que durant l'exécution du contrat, il doit être en mesure de justifier de sa conformité au regard des éléments précédents sur simple demande de l'acheteur.

Dans le cas où les travaux nécessitent l'emploi de moteurs ou d'appareils mécaniques, le titulaire devra prendre à ses frais, risques et périls, toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter tout danger d'incendie ou d'explosion. Le fonctionnement de ces moteurs ou appareils sera réalisé de manière à réduire au minimum la gêne imposée aux usagers et aux riverains.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-bétons et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, devront être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels du 11 avril 1972 (modifié le 5 mai 1975), du 4 novembre 1975, du 26 novembre 1975, du 10 décembre 1975 (l'ensemble de ces arrêtés ayant été modifié le 19 décembre 1977) concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

## ARTICLE 10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

### 10.1 Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution, l'ensemble des entrepreneurs contractuellement liés (mandataire, co-traitants, sous-traitants) doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une police d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil pour chaque intervenant dans l'acte de construire.
- D'une police d'assurance individuelle de "Responsabilité Civile de Chef d'Entreprise" couvrant les risques qu'ils encourent du fait de leur activité dans le chantier, au titre des articles 1240 et suivants du Code Civil, et notamment des conséquences. La garantie doit être illimitée pour les dommages corporels.

### 10.2 Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

### 10.3 Dégradations causées aux voies publiques

Conformément à l'article 34 du CCAG Travaux, si, à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge en est partagée par moitié entre le titulaire et l'acheteur.

### 10.4 Obligation de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de

celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par mail à l'adresse suivante : [achat-docks-snee@grandhainaut.cci.fr](mailto:achat-docks-snee@grandhainaut.cci.fr)

En cas de groupement momentané d'entreprises, ces dispositions s'appliquent à l'ensemble du groupement.

## 10.5 Protection de la main d'œuvre

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu, ainsi que ses sous-traitants, au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux. Les titulaires s'engagent à être en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires relatives à la lutte contre le travail clandestin.

Le titulaire fournira tous les six mois la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (articles D8254-2 et D8254-4 à D8254-5 du code du travail).

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par le cotraitant doit être assuré à la diligence du mandataire.

### Salariés détachés temporairement par une entreprise non établie en France

Conformément à l'article L1262-4-1 du code du travail, toute entreprise non établie en France qui détache, pour l'exécution des prestations du présent marché, des salariés, devra remettre au maître d'ouvrage, préalablement au détachement, la copie de la déclaration mentionnée à l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Cette disposition est applicable au titulaire du marché, à chacun de ses sous-traitants directs ou indirects agréés, mais également à chacune des entreprises exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle le titulaire ou un de ses sous-traitants a contracté. Le respect de ces obligations doit être assuré à la diligence du titulaire.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par le cotraitant doit être assuré à la diligence du mandataire.

### Travailleurs handicapés

Le titulaire est tenu au respect des obligations mentionnées à l'article L.5212 du code du travail et de manière générale aux obligations posées par la réglementation du travail, en cas d'emploi de travailleurs handicapés.

## 10.6 Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale,

intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

## 10.7 Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

A ce titre, l'attention du titulaire est attirée sur la présence d'un gisant situé dans le jardin intérieur. Il prendra soin de n'y causer aucun dommage.

## 10.8 Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public

Le titulaire sera tenu responsable de la signalisation temporaire de chantier, du nettoyage quotidien des chaussées et des emprises qui lui sont allouées, de la réparation immédiate des dégâts occasionnés en voiries.

Le titulaire ou le mandataire du marché public supportera seul les frais de remise en état des dégradations causées aux voies publiques.

Tenue à jour des plans d'exécution et documents de chantier (compris registre de formation, registre de sécurité, registre des observations)

Les opérateurs tiendront en permanence sur le chantier dans un casier, tous les documents à jour, ainsi que la liste de ces documents avec dates des approbations concernant l'opération (plans, notes...). Ces documents seront réservés au représentant du pouvoir adjudicateur.

# ARTICLE 11. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

---

## 11.1 Repliement du chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, et en vertu des prescriptions du CCTP propre à chaque lot, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par l'acheteur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

## 11.2 Réception des travaux

La réception ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Les articles 41 et 43 du C.C.A.G-travaux sont donc applicables.

S'il apparaît que certaines prestations prévues au marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le Maître d'Ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que les entrepreneurs s'engagent à exécuter ces prestations dans un délai qui n'excède pas trois mois. La constatation de l'exécution de ces prestations

doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception.

### 11.3 Documents fournis après exécution

En complément de l'article 40.1 du CCAG Travaux, il est stipulé que les documents fournis après exécution doivent comporter, dans le cas d'emploi de matériel étranger, une traduction française et la liste des dépositaires et concessionnaires en France.

### 11.4 Dommages aux tiers

La réception des travaux ne fait pas obstacle à ce que le titulaire puisse être appelé en garantie par le maître de l'ouvrage ou voir sa responsabilité engagée pour des dommages causés aux tiers à l'occasion des travaux réalisés lors de l'exécution du marché.

### 11.5 Garantie de Parfait achèvement

#### Délai de garantie

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie de parfait achèvement prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux d'une durée de 12 Mois.

Conformément à l'article 42.3 du CCAG-travaux, le délai court à compter de la date d'effet de chaque réception partielle.

#### Régime de la garantie

Les dispositions de l'article 44 du CCAG-TX s'appliquent.

L'attention du titulaire est attirée sur le contenu de l'article 44.2 du CCAG-TX aux termes duquel, faute d'avoir satisfait à l'obligation du parfait achèvement dans le délai imparti, le délai de garantie peut être prolongé par décision du représentant du pouvoir adjudicateur jusqu'à l'exécution complète des travaux.

Le certificat de parfait achèvement ne sera délivré qu'une fois constaté un fonctionnement des installations conforme aux exigences contractuelles. Dans le cas contraire, la période sera prolongée du délai nécessaire à l'obtention des résultats techniques et performance exigés au marché public.

En cas de défaut du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur le mettra en demeure de s'exécuter dans un délai donné. La mise en demeure restant infructueuse, le marché public pourra être résilié aux frais et risques du titulaire sans que celui-ci ne puisse réclamer aucune indemnité.

La décision de résiliation interviendra après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et ait été invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

#### Constat des travaux exécutés en application de la garantie de parfait achèvement des travaux.

La constatation de l'exécution des prestations à l'article 9.5.1 ci-dessus doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception prévue à l'article 41. 2. du CCAG-Travaux.

## ARTICLE 12. PENALITES

---

Les pénalités son cumulables et s'appliquent sans mise en demeure sur simple constat de l'acheteur.

### 12.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, les pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable.

Par dérogation au 14.1 du CCAG, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

En cas de non-respect des délais prescrits au présent contrat, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Pénalités pour retard	Fait générateur et mode de calcul
Retard dans l'achèvement des travaux	Il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par jour calendaire de retard en cas de dépassement du délai d'exécution des travaux.
Absence de présentation de documents ou renseignements	En cas de non-présentation de documents ou renseignements demandés par l'acheteur dans le délai fixé par celui-ci, il sera appliqué une pénalité de 100 € H.T par jour calendaire de retard.
Délais et pénalités pour remise des documents fournis après exécution	Les documents fournis après exécution seront remis au plus tard au jour où le titulaire demande la réception des travaux. Passé ce délai, il sera appliqué une pénalité de 100 € H.T par jour calendaire de retard. En cas de refus d'un document constituant le dossier des ouvrages exécutés (DOE), l'entreprise disposera d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la demande pour procéder aux modifications. Passé ce délai, il sera appliqué une pénalité de 100 € H.T par jour calendaire de retard.

Etant précisé que les pénalités ci-dessus définies, sont cumulables. Elles ne sont pas elles-mêmes assujetties à la TVA.

## 12.2 Pénalités relatives à l'exécution des travaux

Pénalités	Fait générateur et mode de calcul
Pénalités liées au non-respect des obligations en matière de représentant du titulaire	En cas de non-respect des obligations relatives à l'interlocuteur du représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire concerné encourt, après mise en demeure, une pénalité égale à 200 € par fait constaté.
Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés sur le chantier. En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais et risques du titulaire sans préjudice d'une pénalité fixée à 100 € H.T par jour calendaire de retard.
Dégâts par négligence dans le respect des consignes de sécurité	Dégâts par négligence dans le respect des consignes de sécurité pendant et en dehors des heures ouvrées : une pénalité fixée à trois cents (300) € H.T, par dégât constaté, sera appliquée au titulaire, celui-ci étant responsable des dégâts qui pourraient être causés par négligence.
Trouble à la circulation autour du chantier, arrêt ou stationnement interdits	Trouble à la circulation publique autour du chantier, arrêt ou stationnement interdit (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par trouble constaté.

Travaux sur le domaine public sans signalisation et/ou de protection efficace	Travaux sur le domaine public sans signalisation et/ou protection efficace avec éclairages diurne et nocturne (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par infraction constatée.
Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrite	En cas de constat de dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites, il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par jour calendaire.
Présence de déchets dans une benne non appropriée	En cas de dépôt de déchets dans une benne non appropriée, il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par infraction.
Dépôt sauvage ou enfouissement de déchets	En cas de dépôt sauvage ou d'enfouissement de déchets, il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par infraction.

### 12.3 Pénalités relatives à la maintenance et à la supervision

Pénalités	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour indisponibilité des bornes	En cas de dépassement de la durée d'indisponibilité autorisée, une pénalité de 250 € par jour calendaire d'indisponibilité pourra être appliquée.

## ARTICLE 13. RESILIATION, SANCTIONS ET FIN DU CONTRAT

### 13.1 Résiliation

Le marché peut être résilié dans les conditions prévues au CCAG concerné.

Toute prestation qui ne donnerait pas satisfaction du fait du non-respect des prescriptions ou obligations définies dans les documents contractuels du marché public peut donner lieu à une résiliation de ce dernier sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par le titulaire.

L'inexactitude des documents et renseignements ou le refus de produire les pièces prévues aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la Commande Publique, sera sanctionnée par la résiliation du marché public, sans indemnités, aux torts du titulaire, après mise en demeure de produire lesdits documents et renseignements.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation dans un délai de deux mois, l'acheteur pourra résilier le marché public, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire, dans les conditions visées ci-dessus.

Quelle que soit la cause de la résiliation, il est procédé à une liquidation des comptes au regard des prestations déjà effectuées à la date de la résiliation ; les sommes restant dues sont immédiatement exigibles et sont réglées dans le délai de paiement visé dans le présent cahier, au vu de la demande de paiement correspondante.

### 13.2 Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 50.3.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

### 13.3 Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 3 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

### 13.4 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 52 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### 13.5 Redressement et liquidation judiciaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le titulaire notifiera sans délai à l'acheteur le jugement instituant cette procédure. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de redressement judiciaire, l'acheteur adressera à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat, dans des conditions permettant un bon déroulement de la prestation.

En cas de liquidation judiciaire, l'acheteur prononcera la résiliation du contrat sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

### 13.6 Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Lille  
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039  
59014 Lille  
Téléphone : 03 59 54 23 42

Courriel : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

Télécopie : 03 59 54 24 45

Site internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr/>

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## ARTICLE 14. NORMES EN VIGUEUR ET TRAITEMENT RGPD

---

Les prestations effectuées dans le cadre du marché devront respecter l'ensemble des normes françaises, européennes et internationales en vigueur lui correspondant.

En cas d'évolution de la réglementation, le titulaire est tenu de se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions, à compter de leur date d'effet.

- Lors de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 (ci-après dénommé « RGPD »), ainsi que la loi informatique et libertés.
- Le titulaire agit, au titre du présent marché public, en qualité de sous-traitant au sens de l'article 28 du règlement susvisé. A ce titre, dans le cas où il traite des données à caractère personnel, le titulaire s'engage notamment à :
- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du marché public et pour la durée définie par le Pouvoir Adjudicateur ;
- Traiter les données conformément aux instructions du Pouvoir Adjudicateur (sauf s'il considère qu'une instruction est contraire au droit de l'Union ou des Etats membres, auquel cas, il en informera le Pouvoir Adjudicateur). Par ailleurs, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le Pouvoir Adjudicateur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Prendre toutes les mesures requises en matière de sécurité des données telles qu'imposées par l'article 32 du RGPD et par le guide de sécurité de la CNIL tel que mis à jour en 2024, et justifier de ces mesures au Pouvoir Adjudicateur ;
- Ne pas recruter un sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale du Pouvoir Adjudicateur, et veiller à ce que ce sous-traitant ultérieur présente des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées.
- Aider le Pouvoir Adjudicateur, dans la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées ;
- Notifier au Pouvoir Adjudicateur, tout incident ou toute violation de données à caractère personnel au plus tôt ;
- Tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Pouvoir Adjudicateur ;
- Supprimer ou renvoyer ces données selon les instructions du Pouvoir Adjudicateur ;
- Mettre à la disposition du Pouvoir Adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations.
- Lors de l'attribution de l'appel d'offres, le Pouvoir Adjudicateur s'assurera du respect, par le titulaire, du RGPD. Des clauses définissant le rôle de chacune des parties seront fournies au Sous-traitant, ainsi qu'un document de sécurité à compléter.

## ARTICLE 15. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

---



Articles du CCP dérogeant au CCAG	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
1.2	3.4.1
1.10	3.5.4
3.1	4.1
5	18.1.1
5.2	28.1 – 18.1.1
5.4	18.2.1
7.2	12.4.2
7.4	12.1.2
8.3	14.5
8.4	20.2.1
10.5	40.1
11.1	19.2.4 – 19.2.2 – 19.2.1
11.2	20.1